

## **Séance du Conseil Municipal du 27 juin 2008**

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, BLOUET Yves, CAVANI Michelle, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, GUINARD Carole, HAVARD-CORBIERE Chantal, PASTOR Nicole, RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, VALLAURI Jean-Claude, ZIZZO François.

Procuration(s) : Mme HAVARD-CORBIERE Chantal à M. le Maire  
M. VRIGNON Bertrand à M. SALTON Gérard  
M. SIMON Raphaël à Mme CAVANI Michelle

Secrétaire : Mme PASTOR Nicole

M. ZIZZO François est présent à la 11<sup>ème</sup> délibération avec une procuration de Mme SOUMATI Marie-Christine.

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 19h.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 06 juin 2008 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.



## **Séance du Conseil Municipal du 27 juin 2008**

### **Ouverture de la séance :**

Est retirée :

- une délibération relative à la création d'un poste d'adjoint technique territoriale ;

Est rajoutée :

- une délibération relative au choix du prestataire pour les fournitures scolaires, année 2008-2009 ;
- une délibération relative à la participation de la commune pour deux classes d'environnement ;
- une délibération relative à la mise à disposition d'une salle de classe par le collège François Rabelais de L'Escarène ;
- une délibération relative à l'amélioration de la station d'épuration ;
- une délibération relative au vote d'une motion relative à la création d'une unité de vie Alzheimer.

Madame PASTOR Nicole est élue secrétaire de séance.

### **Ordre du jour :**

#### **1<sup>er</sup> point ; Elections sénatoriales :**

Le conseil municipal a élu ; (PV joint) :

#### **Cinq délégués titulaires :**

- Docteur DONADEY Pierre: 16 voix
- Madame BARRIOS BRETON Marie Thérèse : 16 voix
- Monsieur SALTON Gérard : 17 voix
- Monsieur BLOUET Yves : 17 voix
- Madame DUQUESNE Céline : 16 voix

(Monsieur RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc a obtenu 01 voix)

#### **Trois délégués suppléants :**

- Madame HAVARD-CORBIERE Chantal : 13 voix
- Madame PASTOR Nicole : 17 voix
- Monsieur SIMON Raphaël : 17 voix

(Madame GUINARD Carole a obtenu 02 voix)

(Monsieur RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc a obtenu 01 voix)



## **2<sup>ème</sup> point ; Projet Croix Rouge :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la possibilité d'implanter sur la commune un Institut Médico-Educatif destiné aux enfants handicapés.

Deux délibérations ont été prises les 12 septembre et 17 octobre 2003.

Un bail à construction a été établi pour une durée de 99 ans pour un loyer symbolique d'un euro par an sur un emplacement appartenant à la commune d'une superficie d'environ 6 500 mètres carrés, les immeubles et le terrain revenant, en l'état, à la commune, à la fin du bail.

Ce projet a maintenant évolué à la demande des tutelles d'un IME, Institut Médico Educatif, vers un complexe pour adultes et personnes vieillissantes, passant d'une capacité de 40 lits à 56 lits, soit :

- Un foyer de vie de 25 lits ;
- Un foyer d'accueil médicalisé de 31 lits.

Ce complexe devrait générer une cinquantaine d'emplois ETP.

Une délibération est nécessaire pour apporter cette modification.

Le conseil municipal, Ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Prend acte de cette modification.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents à ce dossier.

## **3<sup>ème</sup> point ; Délégations au Maire en vertu de l'article L2122-22 du CGCT ; Rectificatif :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 29 mars 2008 relative à l'attribution au Maire des délégations prévues par l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il fait part d'un courrier du 27 mai 2008 de la Préfecture demandant d'apporter des précisions.

Monsieur le Maire propose de reprendre cette délibération et d'adopter lesdites délégations comme suit :

Par délégation du conseil municipal, le Maire est chargé, en vertu de l'article L2122-22 du CGCT, et pour la durée de son mandat :

1<sup>o</sup> D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2<sup>o</sup> De fixer, dans la limite de 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3<sup>o</sup> De procéder, dans la limite de 130 000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la



gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a) de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, c'est-à-dire l'ensemble des marchés d'un montant inférieur à 15 000 € passés sans formalités préalables en application de l'article 28 du nouveau code des Marchés Publics, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans tous les cas ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 4 000 €.

18° De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,



Adopte l'attribution au Maire des délégations prévues par l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales telles qu'exposées ci-dessus,  
Rapporte la délibération du 29 mars 2008 portant sur le même objet.

#### **4<sup>ème</sup> point ; Subventions aux associations 2008 (3) :**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de la présentation du Budget Primitif 2008, un montant global de 56 000 euros a été voté pour l'attribution de subventions aux associations.

Un montant de 24 060 € a déjà été attribué.  
Le montant restant est donc de 31 940 Euros.

Le conseil municipal est appelé à délibérer sur l'attribution d'une subvention à :

- Comité des fêtes, loisirs et traditions de L'Escarène : 9 000 €

Considérant les demandes de ces associations,  
Considérant l'intérêt local de celles-ci,  
Considérant les crédits disponibles au chapitre 6574 du budget de la commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, (Jean-Luc RENAUDO-ANSELMO),  
Décide d'attribuer à :

- Comité des fêtes, loisirs et traditions de L'Escarène : 9 000 €

Le montant restant est de 22 940 €.

#### **5<sup>ème</sup> point ; Entretien annuel de l'orgue 2008 :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Ministère de la Culture est en mesure de subventionner les frais afférents à l'entretien annuel de l'orgue de l'église de St Pierre à concurrence de 25 % du montant des travaux H.T.

Le devis du facteur d'orgue s'élève à 940 euros H.T. soit 1 124,24 € TTC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte le devis présenté par la manufacture provençale d'orgues et s'engage à mettre en place le financement de cette intervention :

- participation de l'Etat : 25 % du montant total H.T, soit 235 €,
- participation communale : le solde, soit 889,24 €

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches correspondantes et signer tous documents afférents.

Dit que cette dépense est portée au Budget 2008 de la commune.



#### **6<sup>ème</sup> point ; M 14 : Amortissement Frais d'études SPANC 2007 :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les services de la Trésorerie de L'Escarène demandent à ce que les frais d'études du SPANC, **S**ervice **P**ublic d'**A**ssainissement **N**on **C**ollectif, de l'année 2007 soient amortis.

Monsieur le Maire propose une durée d'amortissement de cinq années.

Des opérations comptables sont nécessaires pour cela sur le budget M 14 de la commune.

Il convient de valider les opérations suivantes figurant sur le tableau annexé.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins deux abstentions, (Céline DUQUESNE, Jean-Luc RENAUDO-ANSELMO),

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **7<sup>ème</sup> point ; Tarif location salle des fêtes :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération en date du 20 décembre 2006 concernant le tarif de la location de la salle des fêtes.

Il propose que les conditions de mise à disposition de cette salle soient revues.

Ainsi le montant de la location serait fixé à :

Pour les particuliers :

- 120 € la journée jusqu'à 19 heures
- 150 € la journée jusqu'à 01 heure
- 60 € la journée pour une fête pour les – de 12 ans jusqu'à 19 heures

Autres manifestations:

- 250 € la journée jusqu'à 19 heures
- 350 € la journée jusqu'à 01 heure

La caution est fixée à : 1 000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte les conditions tarifaires de location de cette salle telles qu'exposées ci-dessus.

#### **8<sup>ème</sup> point ; Fournitures scolaires, Année scolaire 2008-2009 : Choix du Prestataire :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 25 avril 2008 concernant le lancement d'un appel d'offres pour l'achat de fournitures scolaires, année 2008-2009.



Il fait part du résultat de la consultation réalisée pour proposer au conseil municipal de désigner le fournisseur.

La solution la plus intéressante est de prendre :

L'établissement « California Bazar », 4, place D'Audiffret 06440 L'ESCARENE.

Une délibération est nécessaire pour désigner celle-ci.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité, moins une abstention, (Bernard DEBOST),

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

### **9<sup>ème</sup> point ; Ecole départementale d'environnement :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que, comme chaque année, le conseil général des alpes maritimes finance en partie des séjours en classe d'environnement dans une école départementale de neige d'altitude ou de la mer.

Il donne lecture du courrier du 24 mai 2008 de monsieur ORENGO, Directeur du groupe scolaire « Les Tilleuls », sollicitant pour l'année scolaire 2008-2009 la participation de la commune pour un séjour d'une semaine à l'école départementale de la mer à Saint Jean Cap Ferrat pour deux classes.

Il s'agit de :

- La classe de CE 2 / CM 1 de monsieur MATHIEU (actuellement 28 élèves)
- La classe de CM 1 / CM 2 de monsieur REBOUL (actuellement 25 élèves)

Le coût prévisionnel de la part communale est de 2 252.50 € ; (8.50 € par jour et par enfant).

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'engager cette dépense afin de faire bénéficier les enfants habitant notre commune de cette opportunité.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte.

Cette dépense sera inscrite au budget 2008 ou 2009 de la commune suivant la date de départ.

### **10<sup>ème</sup> point ; Mise à disposition d'une classe d'école primaire par le collège F. Rabelais : Convention d'occupation :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le manque de locaux scolaires suite à l'augmentation des effectifs et au non aboutissement du projet de l'école.

Il serait nécessaire de prévoir pour la prochaine rentrée scolaire 2008-2009 un local pour accueillir une classe de cycle 3 d'environ 25 à 30 enfants.



Monsieur le Maire informe qu'il a sollicité du collège F. Rabelais de L'Escarène la mise à disposition d'une salle de classe afin d'accueillir un effectif d'élèves dans le cas d'une ouverture de poste à la prochaine rentrée.

De plus, les enfants de cette classe pourront, s'ils le souhaitent, manger au collège.

Le Conseil d'Administration du collège a émis un avis favorable à cette sollicitation en date du 26 juin 2008.

Les conditions de la mise à disposition de cette salle et de l'utilisation du restaurant scolaire du collège par ces enfants figurent dans une convention dont monsieur le Maire donne lecture du projet.

Une délibération est nécessaire pour valider ce choix et autoriser monsieur le Maire à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cette convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

**11<sup>ème</sup> point ; Amélioration de la station d'épuration : Maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les différentes actions menées pour conserver la station d'épuration existante.

Des travaux restent cependant à réaliser permettant d'avoir une station conforme à la réglementation tant au niveau du traitement des effluents d'entrée que du traitement des boues résiduelles.

- Des installations de prétraitement doivent être améliorées et complétées ; (dégrillage, dessablage / déshuilage) ;
- En sortie, il est nécessaire de mettre en place une installation de déshydratation des boues.

Un dossier réglementaire doit être déposé avant la fin septembre auprès des services préfectoraux : dossier administratif, pré étude technique, manuel d'auto surveillance.

Monsieur le Maire souhaite que soit recherché un maître d'oeuvre pour cette opération, la maîtrise d'ouvrage déléguée étant confiée au SILCEN.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, (Jean-Luc RENAUDO-ANSELMO),

Adopte la proposition ci-dessus exposée,

Autorise monsieur le Maire à lancer une consultation pour le choix du maître d'œuvre, à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.



Monsieur le Maire souligne que bien que des travaux ont été faits, d'autres restent à faire. De plus, la réglementation ayant évolué, des obligations supplémentaires se sont rajoutées.

Enfin, si l'ancienne municipalité avait opté pour réaliser une nouvelle station d'épuration, le choix actuel de la nouvelle municipalité penche plutôt pour l'amélioration de la station existante.

### **12<sup>ème</sup> point : Motion unité de vie Alzheimer :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le projet de création à L'Escarène d'une unité de vie pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'un syndrome apparenté existe depuis 2002.

Ce projet a été validé en août 2003 par les services de l'Etat et du Conseil Général des Alpes-maritimes.

Cependant ce projet innovant ne voit pas encore le jour.

En 2007, le Conseil Général des Alpes-maritimes adopte le plan Alzheimer 06, expression de son engagement à l'égard de cette cause nationale.

Le 01<sup>er</sup> février 2008, le nouveau plan Alzheimer 2008-2012 prévoit expressément la création des unités de vie définies dans la mesure n°16 du plan : « Création ou identification, au sein des EHPAD, d'unités adaptées pour les patients souffrant de troubles comportementaux ».

Aujourd'hui, l'unité de vie n'existe toujours pas et faute de places adaptées à l'état de santé de leur parent, de nombreuses familles de la vallée du Paillon sont dans une situation dramatique.

Monsieur le Maire propose qu'une motion soit votée pour exiger que les aides et moyens nécessaires soient enfin mis en oeuvre pour la réalisation, sans nouveaux délais, de cette unité de soins et d'hébergement adaptée prévue depuis plus de cinq ans à L'Escarène.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

### **Questions diverses**

Monsieur Jean-Luc RENAUDO-ANSELMO recherche la charte signée par monsieur le Maire lors de sa nomination relative aux engagements du Maire à la demande de monsieur Jean-Claude VALLAURI et aurait souhaité que ce document figure en annexe du conseil municipal du 29 mars dernier.

Monsieur le Maire répond que cette charte va être recherchée et au besoin signée de nouveau.

Monsieur Jean-Luc RENAUDO-ANSELMO souhaite que tous les registres du conseil municipal soient centralisés en un seul et même endroit, deux ayant notamment été retrouvés chez un particulier.

Monsieur le Maire répond que cela doit être fait rapidement.



### Commission communication :

Madame Carole GUINARD souhaite que, conformément au mode des commissions défini par le conseil municipal, la première réunion de cette commission soit convoquée par monsieur le Maire et se déroule en présence des seuls élus.

La commission pourra ensuite être élargie à d'autres personnes non élues, sous réserve qu'elles soient compétentes en la matière et cooptées par la majorité des membres élus de la commission.

A noter qu'une première réunion informelle a eu lieu le mardi 24/06/2008 en présence de M. le Maire, de Mme Marie-Laure DONADEY, de Mme Martine CAGNAZZO, de M. Bertrand VRIGNON, de Mme Marie-Thérèse BARRIOS BRETON et de Mme Nicole PASTOR.

Monsieur le Maire informe que cela sera fait à l'image des commissions qui fonctionnent actuellement comme la commission des travaux et celle du PLU.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.**